

SUIVI DES AIDES VERSÉES AUX ENTREPRISES DANS LE CADRE DE LA CRISE SANITAIRE COVID-19

Données pour le département : "Haute-Loire"



Depuis le début de la crise sanitaire de la COVID-19, l'État et les Régions ont mis en place un fonds de solidarité pour prévenir la cessation d'activité des petites entreprises, micro-entrepreneurs, indépendants et professions libérales, particulièrement touchés par les conséquences économiques de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des aides du fonds de solidarité ventilées par code section NAF (en M€)



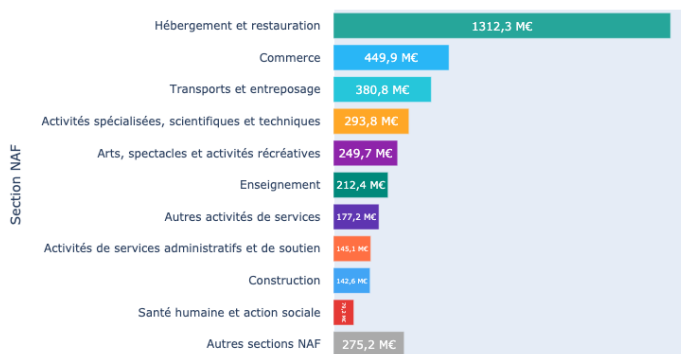
Montant total : 26 689 042 108 euros

Nombre d'aides : 8 998 603

Nombre d'entreprises : 2 013 889

Niveau Régional : Auvergne-Rhône-Alpes

Top 10 des aides du fonds de solidarité ventilées par code section NAF (en M€)



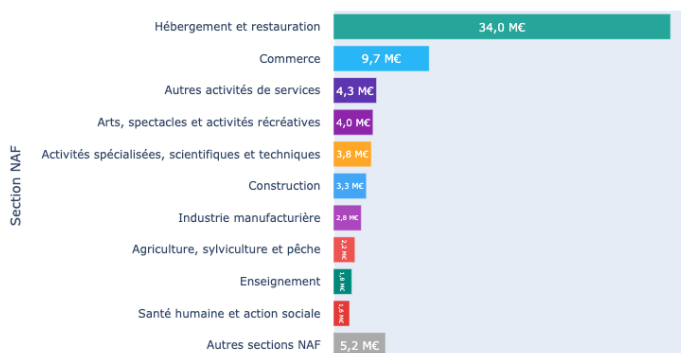
Montant total : 3 718 160 105 euros

Nombre d'aides : 1 141 089

Nombre d'entreprises : 260 859

Niveau Départemental : Haute-Loire

Top 10 des aides du fonds de solidarité ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total : 72 836 792 euros

Nombre d'aides : 26 399

Nombre d'entreprises : 6 379



Le Gouvernement met en oeuvre un dispositif exceptionnel de garanties permettant de soutenir le financement bancaire des entreprises, à hauteur de 300 milliards d'euros.
Les entreprises peuvent désormais contracter un prêt jusqu'au 30 juin 2021 au lieu du 31 décembre 2020.
Les données utilisées proviennent de la DG Trésor et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des prêts garantis par l'Etat
ventilés par code section NAF (en M€)

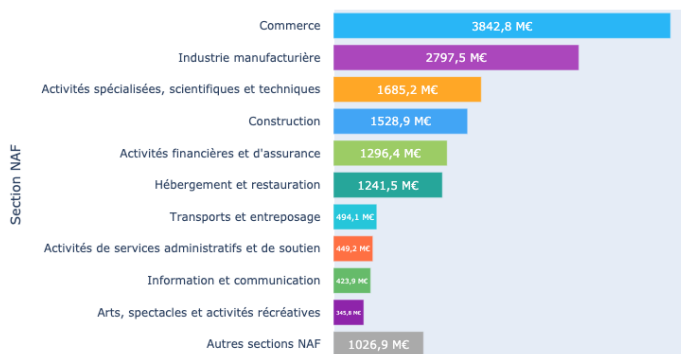


Montant total : 136 827 432 883 euros

Nombre de prêts : 673 139

Niveau Régional : Auvergne-Rhône-Alpes

Top 10 des prêts garantis par l'Etat
ventilés par code section NAF (en M€)

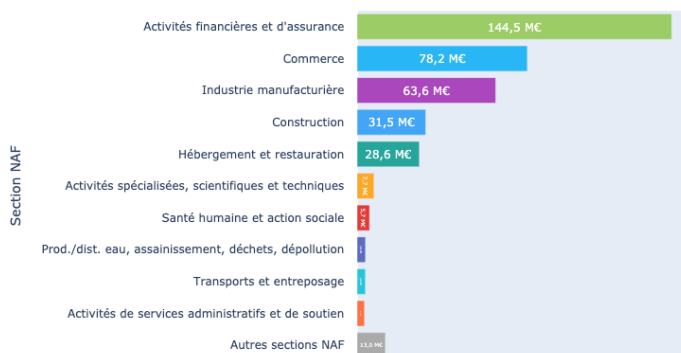


Montant total : 15 132 309 110 euros

Nombre de prêts : 88 635

Niveau Départemental : Haute-Loire

Top 10 des prêts garantis par l'Etat
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 383 758 690 euros

Nombre de prêts : 2 247



Le Gouvernement a annoncé le report des principales échéances fiscales des professionnels afin de tenir compte de leurs difficultés liées à la crise sanitaire de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des reports d'échéances fiscales
ventilés par code section NAF (en M€)

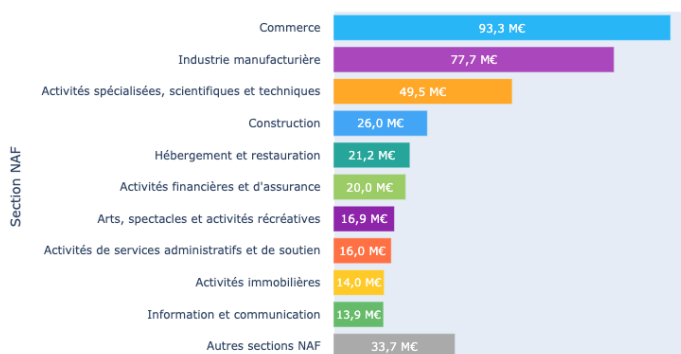


Montant total : 3 491 942 832 euros

Nombre de reports : 113 495

Niveau Régional : Auvergne-Rhône-Alpes

Top 10 des reports d'échéances fiscales
ventilés par code section NAF (en M€)

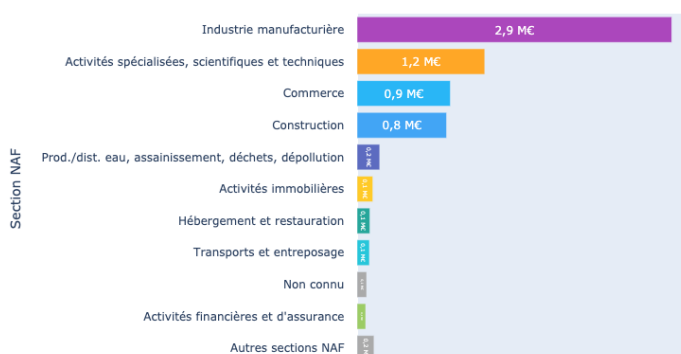


Montant total : 382 155 799 euros

Nombre de reports : 11 371

Niveau Départemental : Haute-Loire

Top 10 des reports d'échéances fiscales
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 6 701 566 euros

Nombre de reports : 275



Le Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants (CPSTI) met en place une aide financière exceptionnelle à destination de tous les commerçants et les artisans qui sont en activité au 15 mars 2020 et ont été immatriculés avant le 1er janvier 2019.

Les données utilisées proviennent de l'URSSAF et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des aides CPSTI
ventilés par code section NAF (en M€)

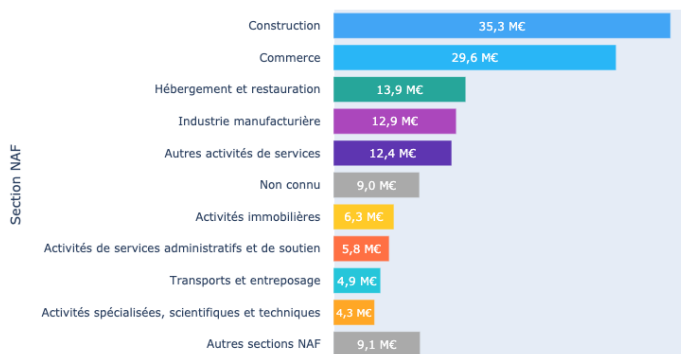


Montant total : 971 888 425 euros

Nombre d'aides : 1 188 713

Niveau Régional : Auvergne-Rhône-Alpes

Top 10 des aides CPSTI
ventilés par code section NAF (en M€)

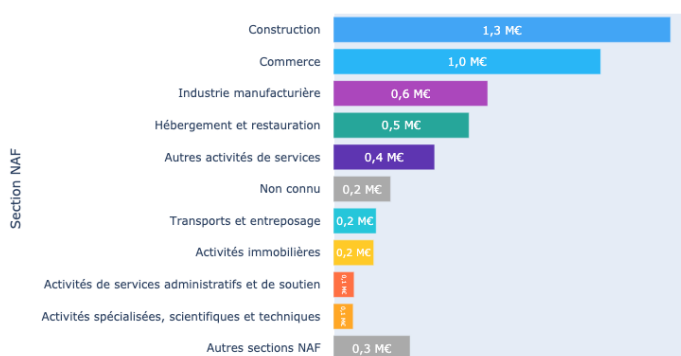


Montant total : 143 685 470 euros

Nombre d'aides : 170 777

Niveau Départemental : Haute-Loire

Top 10 des aides CPSTI
ventilés par code section NAF (en M€)



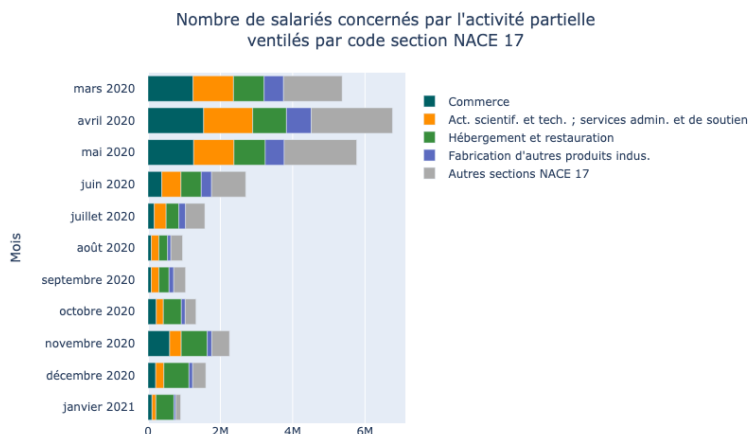
Montant total : 4 727 422 euros

Nombre d'aides : 5 394



L'activité partielle permet à l'employeur en difficulté de faire prendre en charge tout ou partie du coût de la rémunération de ses salariés. L'activité partielle s'adresse à tous les salariés qui subissent une baisse de rémunération imputable soit à une réduction de l'horaire de travail pratiqué dans l'établissement ou partie de l'établissement en deçà de la durée légale de travail, soit à une fermeture temporaire de tout ou partie de l'établissement. Les données utilisées proviennent de la DARES

Niveau National

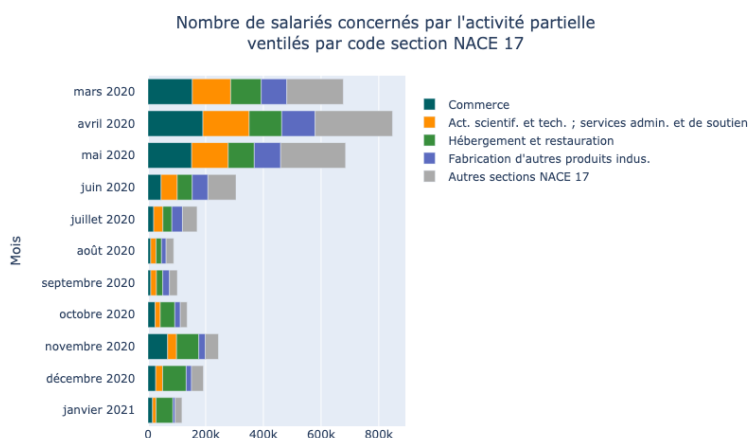


Nombre de demandes : 220 860

Nombre de salariés : 1 054 345

Heures demandées : 85 295 185

Niveau Régional : Auvergne-Rhône-Alpes



Nombre de demandes : 29 855

Nombre de salariés : 138 510

Heures demandées : 10 819 740